

En conséquence, il vous est délivré un accusé de réception de votre demande, permettant de commencer les travaux, sur les parcelles indiquées au tableau ci-dessous, et pour les andains identifiés aux numéros correspondants. :

N° de parcelle et d'andains faisant l'objet de la présente acceptation

N° de parcelle	N° d'andain classé A1	N° d'andain classé A2	N° d'andain classé B	N° d'andain classé C
CX141	5-6	4-7-8-9		
CZ 62		34 ; 38 ; 39 ; 40		
CZ 66	25 ; 26 ; 27 ; 45 ; 46 ; 47	24 ; 28		
CZ 72	15 ; 17 ; 19 ; 43 ; 44	16 ; 18		

L'accord préalable du 25 juillet 2016 pour les parcelles CX152 - 228 -233, DH005 et 349 reste valide.

Parmi les nouvelles parcelles, celles qui n'ont pas fait l'objet de convention ni projet agricole, sont exclues de la présente autorisation.

MESURES D'INFORMATION ET DE PRÉSERVATION DU CADRE DE VIE DES RIVERAINS

Un affichage réglementaire d'informations (n° parcellaire, nature des travaux, identification des opérateurs et coordonnées, durée prévisionnelle des travaux) devra être apposé à l'entrée des accès au(x) chantier(s), et visible de la voirie publique, avant le démarrage et devra y demeurer jusqu'à la fin des travaux.

Les travaux à proximité d'habitations doivent être réalisés dans le respect des dispositions réglementaires de l'arrêté n°37/DRASS/SE du 7 janvier 2010 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et la plus grande attention doit être observée afin de réduire toute perturbation à proximité éventuelle d'établissements sensibles médicalisés, maisons de repos, crèches, écoles...

Toutes dispositions doivent être prises pour l'abattement des poussières, le nettoyage de dépôt de boues sur la voie publique (les conditions d'utilisation de la voirie publique doivent répondre aux exigences éventuelles du gestionnaire telles que : plan de circulation, entretien, réfection si détérioration).

Les engins et matériels doivent être en bon état général et homologués.

Ces recommandations sont complémentaires aux mesures pour réduire ou compenser les incidences d'ordre hydraulique, prévues dans le cadre du dossier.

Enfin, je vous précise que l'autorisation au titre de la « loi sur l'eau » n'emporte pas autorisation pour les autres réglementations pouvant se rapporter à votre projet (urbanisme, ICPE*, etc.), notamment pour l'application des articles 640 et 641 du code civil.